
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51041

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ce volume qui constitue une bonne mise au point, malheureusement limité à un trop petit nombre de départements, et aux seuls secteurs où le coup d'état du 2 décembre entraîna des incidents sérieux puisque seuls l'Hérault et les Basses-Alpes ou le Var manquent à la liste des départements témoins. L'auteur a peut-être un peu sous-estimé deux phénomènes bien différents, d'une part l'importance du mécontentement forestier au lendemain de la révolution de février qui avait montré le malaise causé par les lois de 1827, et par leur maintien en dépit de deux révolutions, d'autre part l'ampleur du courant bonapartiste sensible, en dépit des survivances légitimistes, dans bien des régions de l'ouest comme le montrèrent les plébiscites pendant le second Empire. Même en admettant la limitation à ces sept départements témoins, on peut s'étonner de ne pas trouver dans la bibliographie l'ouvrage d'un contemporain, Ténot, sur la province en 1851, non plus que les travaux bien plus récents de E. Labrousse ou de R. Gossez sur la période. L'ouvrage n'en rendra pas moins de réels services à tous ceux qui souhaitent une documentation solide et bien informée sur la crise socio-politique dans la France du milieu du XIX^e siècle, d'une part, et dans celle en dehors des régions les plus modifiées par les transformations industrielles de ce temps. On ne peut que souhaiter la parution d'autres ouvrages aussi remplis sur les régions plus septentrionales et occidentales de la Bretagne au Rhin ou à la frontière belge ou aux régions méridionales manufacturières ou industrialisées du Var à l'Hérault.

Jean VIDALENC, Rouen

Günter WOLLSTEIN, *Das »Großdeutschland« der Paulskirche. Nationale Ziele in der bürgerlichen Revolution 1848/49*, Düsseldorf (Droste Verlag) 1977, 386 p., illustrations.

Ceux qui, au sein de l'Assemblée de la Paulskirche se sont faits les défenseurs de l'idée de la »Grande Allemagne« n'ont pas toujours été bien traités par l'historiographie qui n'a pas craint de voir en eux les précurseurs du pangermanisme voire de l'impérialisme national-socialiste. Günter Wollstein a tenté de montrer comment les différents »groupes« politiques de l'Assemblée de Francfort ont essayé d'accorder leur ambition de créer un état national allemand avec leurs visées d'expansion territoriale aux dépens de régions dont la germanité était parfois difficile à prouver. Pour cela, il a analysé les débats du Vorparlament, du Comité des Cinquante, de l'Assemblée de la nation allemande, beaucoup de libelles, d'articles de presse, de papiers laissés par les principaux protagonistes qui s'y firent alors entendre par la parole et par la plume. La thèse de l'auteur est que dans la question nationale allemande, l'échec du Parlement de Francfort fut, dans une très large mesure, la conséquence de positions particularistes dans l'annexionnisme.

La création d'un état national allemand, pas plus que les structures et les institutions à lui donner n'ont retenu, en tant que telles, l'attention de l'auteur. Celui-ci a exposé le point de vue des différents partis sur les limites à donner à la future Allemagne et sur la place que celle-ci devait, selon eux, occuper sur la scène politique européenne. C'est pourquoi à côté de la question du Schleswig-Holstein, de celle de Posen, de celle du sort de la Bohême, du Tirol italien et du Limbourg hollandais et surtout du problème autrichien, il relate également les débats sur le rôle futur de la flotte fédérale dans une éventuelle expansion outre-mer. C'est dire qu'il fait la part belle aux discussions au cours desquelles pouvaient se déchaîner les surenchères nationalistes. Tous ces problèmes furent débattus à l'intérieur des groupes politiques et il ressort des analyses de Wollstein que, s'il est exagéré de dire que tous les partis représentés à Francfort furent unanimement expansionnistes, il se trouva, au sein de chacun d'eux, une large majorité d'expansionnistes.

Il ne fait aucun doute, pour Wollstein, qu'alors la bourgeoisie allemande a pensé que la

réalisation de l'unité pouvait ouvrir les portes à une vaste extension du germanisme. Très rapidement les rêves de fraternité entre les peuples qui étaient ceux de nombreux révolutionnaires de Mars, furent étouffés par cette explosion de l'égoïsme national.

S'il y avait divergences entre les protagonistes de la « Grande Allemagne » c'était sur la manière dont ils envisageaient l'avenir, en Europe, de l'Allemagne unifiée. Tous aspiraient à un nouvel ordre européen pacifique au sein duquel l'Allemagne jouerait le rôle principal ce qui exigeait que ses frontières fussent reculées le plus loin possible. Après, cette nouvelle Allemagne pouvait, soit former le noyau qui organiserait l'Europe centrale de la Mer du nord et de la Baltique à la Méditerranée et à la Mer Noire, soit transformer en satellites toutes les puissances secondaires placées à ses frontières. Cette Europe centrale germanique ou germanisée devait jouer le premier rôle entre la France et la Russie, celle-ci étant l'objet de l'inimitié profonde des libéraux et des démocrates allemands. Ainsi apparaissait l'ambiguïté du nationalisme germanique de 1848 très souvent allié aux conceptions libérales et démocratiques. On aurait aimé savoir pourquoi, dans l'Allemagne de 1848, n'avaient pu se développer un mouvement libéral et un mouvement démocratique d'envergure et affranchis de toute attache avec ce nationalisme virulent. Le livre de Wollstein ne permet pas de se forger une idée précise à ce sujet car il lui manque une analyse des ressorts politiques économiques et sociaux de ce nationalisme dont il a si bien décrit les manifestations. Il manque aussi une étude de ses fondements intellectuels et moraux car l'exemple du jacobinisme français de 1792-1794 est là pour nous rappeler que, bien avant le XX^e siècle, les idéologies d'essence démocratique peuvent être porteuses d'aspirations « impérialistes ». Il n'est pas du tout certain que les différentes familles politiques du Parlement de Francfort ont été poussées par les mêmes raisons vers le nationalisme et l'expansionnisme. Il est dommage que l'auteur n'ait pas cru devoir traiter ce dernier problème en profondeur.

Roger DUFRAISSE, Caen

Manfred BOTZENHART, *Deutscher Parlamentarismus in der Revolutionszeit 1848-1850*, Düsseldorf (Droste Verlag) 1977, 886 p. (Handbuch der Geschichte des deutschen Parlamentarismus im Auftrag der Kommission für Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien hrsg. v. Gerhard A. Ritter).

On ne peut considérer légitimement l'Allemagne comme le berceau du parlementarisme, ce qui ne veut pas dire que ce système a été absent des grands débats d'idées qui s'y sont déroulés durant le Vormärz et durant la période révolutionnaire qui suivit. Dans un gros ouvrage bien digne de la collection à laquelle il appartient, Manfred Botzenhart étudie les débats qui se déroulèrent autour du régime parlementaire jusqu'à l'échec du mouvement démocratique de 1850, à l'intérieur du camp libéral, c'est à dire dans celui où, par principe, se recrutaient les partisans de ce système. Ce livre n'est toutefois pas que cela car il est aussi l'étude d'une doctrine à l'épreuve des faits. Rédigé selon un plan chronologique, il commence (chapitre I) par une analyse des conditions politiques et des débats de doctrine dans l'Allemagne du Vormärz, accompagnée d'un examen de l'évolution des constitutions dans les états qui en étaient pourvus. C'est l'occasion pour l'auteur de rappeler que c'est dans le cadre du principe monarchique, élément qui aura son importance plus tard, que s'est développée la pensée constitutionnelle et, qu'à partir de 1840, se sont engagées les discussions autour du système parlementaire. L'ouvrage s'achève par une ouverture sur les débats autour de ce thème dans les controverses qui opposèrent les partis à la fin de l'époque révolutionnaire (chapitre IX). Entre temps, l'auteur a étudié, successivement: la période s'étendant entre les débuts de Révolution et la mise en place, à l'Assemblée de Francfort, d'un régime parlementaire n'osant pas dire son nom, la réforme des constitutions dans les états petits et moyens, les débuts de la formation des partis politiques, les